

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 Albi

Toulouse, le 14/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PIERRE FABRE DERMO COSMETIQUE**

Usine de Soual  
158, route de Soual  
81580 Cambounet-Sur-Le-Sor

Références : 81-CRARC-2025-163

Code AIOT : 0006804399

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement PIERRE FABRE DERMO COSMETIQUE implanté Usine de Soual 158, route de Soual 81580 Cambounet-sur-le-Sor. L'inspection a été annoncée le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIERRE FABRE DERMO COSMETIQUE
- Usine de Soual 158, route de Soual 81580 Cambounet-sur-le-Sor
- Code AIOT : 0006804399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pierre Fabre Dermo Cosmétique située route de Cambounet-sur-Sor à Soual est spécialisée dans la fabrication de produits dermo-cosmétiques, tels que des crèmes, des laits, des shampoings, des gels douche, des lotions, etc. Elle emploie environ 510 salariés sur le site. Les activités sont soumises à autorisation et sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2012 modifié.

Cet établissement a la particularité de disposer des stockages sur des sites distants :

- les matières premières sur le site de la Chartreuse à Castres ;
- les articles de conditionnement (flaconnages vides, cartons d'emballage, etc.) sur le site de Bagatelle à Castres.

Les produits finis sont, quant à eux, expédiés et stockés sur le site de Muret (31).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8-I et 8-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4	Sans objet
4	VLE appareil de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I.a)	Sans objet
5	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.16	Sans objet
6	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26	Sans objet
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.35	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.36	Sans objet
10	Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PIERRE FABRE de Soual comprend plusieurs installations de combustion dont les principales sont :

- une chaudière biomasse avec un combustible mixte plaquette de bois et sous-produits de fabrication de l'usine de Gaillac (marc de plantes dé-solvanté) dont la gestion est sous-traitée à Engie solution ;
- trois chaudières gaz exploitées par les équipes du site.

Il a pu être vérifié que l'exploitant réalise bien, conformément à la réglementation, le suivi des combustibles entrants et les analyses des rejets atmosphériques, qui respectent les valeurs limites d'émission applicables.

Des contrôles de l'efficacité énergétique des chaudières sont également réalisés, les rapports font état de la conformité des équipements. Le dernier réalisé pour la chaudière biomasse date de 2022 et aurait dû être refait en 2025. L'exploitant l'a programmé en janvier 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée</li> </ul>

(code NACE) ;

- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW,

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8.

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

### **Constats :**

Le site de Soual comprend plusieurs installations de combustion :

- 1 chaudière biomasse avec un combustible mixte plaquette de bois et sous-produits de fabrication de l'usine de Gaillac (marc de plantes dé-solvanté), d'une puissance de 1.6 MW. Cet appareil est classé sous la rubrique 2910-B-2, régime de l'autorisation ;
- 3 chaudières gaz situées dans le même bâtiment mais ayant chacune sa cheminée et ayant été installée en 1969 pour les chaudières 1 et 2 et en 2011 pour la chaudière 3, de puissances respectives de 4.18 MW, 4.18 MW et 4.05 MW. L'exploitant considère actuellement pour l'application des VLE et des périodicité de contrôle que ces trois chaudières forment une seule installation de combustion ;
- 2 groupes électrogènes au fioul, utilisés en secours de l'alimentation générale du site, situés à l'entrée du site de puissance de 1.2 MW unitaires ;
- 2 ballons d'eau chaude sanitaire et de process de puissance unitaire inférieure à 1MW avec des brûleurs gaz.

Ces différentes installations relèvent de la rubrique 2910-A-2 régime de la déclaration.

En ce qui concerne la déclaration MCP, l'exploitant vient de régulariser sa situation en déclarant les 3 chaudières gaz (attestation de dépôt en date du 24 novembre 2025).

La date limite de déclaration pour les autres appareils est au 31 décembre 2028 (installations comprises entre 1 et 5 MW). L'exploitant est néanmoins invité à d'ores et déjà les réaliser.

N° 2 : Combustible

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-B1 ou 2019-B2

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

**Constats :**

Seule la chaudière biomasse avec un combustible mixte plaquette de bois et sous-produits de fabrication de l'usine de Gaillac (marc de plantes dé-solvanté), d'une puissance de 1.6 MW est concernée par cette prescription.

Cette chaudière ne fonctionne qu'en période de chauffe hivernale.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 2 avril 2015, qui autorise la chaudière biomasse, prévoit un programme de surveillance (article 2.4) qui est mis en œuvre par l'exploitant :

- contrôle visuel à la livraison ;
- analyse du combustible tous les ans.

L'exploitant a présenté les dernières analyses réalisées en juillet 2024 (rapport du 4/07/2024). Les résultats étaient non conformes, avec notamment des dépassements sur les teneurs en chlore.

Suite à ces résultats, il n'a pas été utilisé de marc de plantes pour la campagne de chauffe 2024/2025.

Depuis le redémarrage de la chaudière en octobre 2025, celle-ci est alimentée par un combustible 100% plaquette de bois. Le site est en attente de résultats, de mesures en polluants et pourcentage de fine des marc de plantes (critère d'acceptation technique pour la chaudière), conformes avant de reprendre l'utilisation de ce combustible.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors de la reprise de l'utilisation de marc de plantes comme combustible pour la chaudière biomasse, l'exploitant transmettra à l'inspection le résultat des mesures effectuées permettant de poursuivre l'utilisation de ce combustible.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 :** App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8-I et 8-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Périmètre d'application des VLE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, l'exploitant s'engage à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.</p> <p>II. - Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 10 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux chaudières de récupération au sein d'installations de production de pâte à papier. Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 10 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux installations de combustion utilisant des combustibles de raffinerie seuls ou avec d'autres combustibles pour la production d'énergie au sein de raffineries de pétrole et de gaz, si ces installations entrent dans le champ d'application de la décision d'exécution du 9 octobre 2014 susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les groupes électrogènes ne servent actuellement qu'au secours électrique du site et ne fonctionnent que pour les essais et lors des coupures d'électricité du site ce qui est peu fréquent.</p> <p>Pour que ces appareils ne soient pas soumis au respect de valeurs limites d'émissions (VLE) dans les rejets atmosphériques, l'exploitant doit s'engager à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant n'a pas pu présenter un relevé annuel des heures de fonctionnement des groupes électrogènes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- son engagement de ne pas faire fonctionner les groupes électrogènes plus de 500 heures par an ;</li> <li>- le relevé des heures de fonctionnement 2024 et 2025 pour les deux groupes électrogènes.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 :** VLE appareil de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-I.a)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des valeurs limite d'émission

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La prescription fixe les valeurs limites d'émission par appareil de combustion</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Chaudière biomasse :</b>  L'AP complémentaire du 2 avril 2015 qui autorise la chaudière biomasse fixe des valeurs limite d'émissions de polluants dans l'air.  Les deux derniers résultats de mesures des rejets de la chaudières biomasse ont été présentés (interventions en date du 24/01/2024 et du 05/03/2025).  Les résultats sont bien en deçà des valeurs limites prescrites dans l'arrêté préfectoral du site.  L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que l'arrêté ministériel, du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation, fixe des VLE pour les installations inférieures à 2 MW à partir de 2030. A cette date, l'exploitant devra respecter les VLE les plus contraignantes entre son arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.  En cas d'utilisation de plusieurs combustibles, les VLE sont à recalculer conformément aux modalités explicitées dans les fiches combustion :  <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/fiches-techniques-combustion-version-novembre-2019">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/fiches-techniques-combustion-version-novembre-2019</a></p> <p><b>Chaudières gaz :</b>  Les dernières mesures sur les chaudières gaz ont été effectuées en janvier 2022, puis en mars 2025. Les résultats sont conformes aux VLE de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.  L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que les VLE les plus contraignantes entre son arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel s'appliquent (dans ce cas celle de l'AM du 3 août 2018). Le bureau d'étude ne statue sur la conformité que par rapport aux VLE de l'arrêté préfectoral qui ne portent que sur le soufre alors que d'autres VLE s'imposent à l'installation (NOx et CO notamment).  Les résultats sont conformes mais le rapport est incomplet. L'exploitant doit demander sa mise à jour à l'organisme agréé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les résultats des analyses sur les rejets atmosphériques des chaudières gaz présentés dans rapport de contrôle 2025 sont conformes aux VLE réglementaires, mais le rapport est incomplet. L'exploitant doit demander à l'organisme de contrôle de le modifier afin de prendre en compte les VLE issues de l'AM du 3 août 2018.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Système de traitement des fumées.</p>



<p>II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La chaudière biomasse est équipée d'un filtre à manche.  L'exploitant mesure en continu les rejets en poussières.  Le système de mesure vient d'être changé et l'exploitant est en train de recalibrer les alarmes associées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre les justificatifs de la conformité de la surveillance en continu des mesures (QAL1 et QAL2) et confirmer le bon réglage des alarmes associées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Mesure périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A,</li> <li>- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A,</li> <li>- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.</li> </ul> <p>II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Les mesures sur les chaudières gaz ont été effectuées en janvier 2022, puis en mars 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué que comme il considère actuellement les 3 chaudières comme une seule installation de combustion de 12.3 MW, la périodicité des contrôles des rejets atmosphériques a été ramenée à deux ans alors que site réalisait des contrôles tous les 3 ans auparavant.</p> <p>Il a pu être vérifié, dans le tableau de suivi des échéances réglementaires de l'exploitant, que les contrôles des rejets atmosphériques sont bien actuellement prévus tous les 2 ans.</p> <p>Les deux dernières mesures sur la chaudière biomasse ont été effectuées en date du 24/01/2024 et du 05/03/2025, ce qui respecte la fréquence annuelle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Mesure périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.35
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conformité des VLE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaudière biomasse :</p> <p>Les valeurs mesurées sont inférieures à 20% de la VLE, il n'y a eu qu'une série de mesure.</p> <p>Chaudières gaz :</p> <p>Trois séries de mesure ont été réalisées pour le CO et les NOx, les trois respectent les VLE. Pour le SO<sub>2</sub>, seule une mesure a été réalisée (en deçà de 20% de la VLE).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.36
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Efficacité énergétique.</p> <p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente un examen de son installation</p>

et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les chaudières gaz, les derniers contrôles d'efficacité énergétique ont été réalisés en 2025 et les résultats sont satisfaisants.</p> <p>Pour la chaudière biomasse, le dernier contrôle a été réalisé le 11/04/2022, il est satisfaisant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Périodicité du contrôle de l'efficacité énergétique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour la chaudière biomasse, le dernier contrôle a été réalisé le 11/04/2022. Pour respecter la périodicité réglementaire de 3 ans entre deux contrôles, l'exploitant aurait dû en programmer un en avril 2025.</p> <p>Il indique que le prochain est prévu en janvier 2026.</p> <p>Pour les chaudières gaz, les derniers contrôles d'efficacité énergétique ont été réalisés en 2025. Les précédents avaient été réalisés en 2022.</p> <p>L'article R224-20 du code de l'environnement indique :</p> <p><i>"Au titre de la présente sous-section, on entend par :</i></p> <p><i>1° " Chaudière " : l'ensemble corps de chaudière et brûleur s'il existe, produisant de l'eau chaude, de la vapeur d'eau, de l'eau surchauffée, ou modifiant la température d'un fluide thermique grâce à la chaleur libérée par la combustion ;</i></p> <p><i>Lorsque plusieurs chaudières sont mises en réseau dans un même local, l'ensemble est considéré comme une seule chaudière, dont la puissance nominale est égale à la somme des puissances nominales des chaudières du réseau et dont la date d'installation est celle de la chaudière la plus ancienne."</i></p> <p>Pour les chaudières gaz en réseau, la périodicité du contrôle d'efficacité énergétique entre deux</p>

contrôles doit être de deux ans et non pas trois ans, car la somme des puissances dépasse 5MW.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre sous trois mois le rapport d'efficacité énergétique de la chaudière biomasse. Pour les chaudières gaz en réseau dans le même local, la périodicité du contrôle d'efficacité énergétique doit être de deux ans et non pas trois ans car la somme des puissances dépasse 5MW.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du rapport
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle périodique [...] comporte [...] : Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement [...] Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle [...] La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière [...] La vérification de la tenue du livret de chaufferie [...]
<b>Constats :</b>  Les rapports consultés (2025 pour les chaudières gaz) et 2022 pour la chaudière biomasse portent bien sur l'ensemble des points prescrits. Les mesures de rendement sont notamment réalisées et sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite